

CASSE-RÔLES

N° 4
MAI 2018

FRAGILE



Made in France

journal féministe
& libertaire
à prix libre



ÉDITO

**Casse-rôles a-t-il une « ligne » éditoriale ?
« FÉMINISTE ET LIBERTAIRE », c'est déjà beaucoup !**

« Les articles du journal n'engagent que leurs auteur·e·s », comme on dit. Le collectif choisit les textes qui permettent de réfléchir, qui, parfois, entraîneront des réponses, des critiques, etc. Et c'est bien !

Des idées fortes, et d'autres idées tout aussi fortes peuvent s'y croiser. Aussi, des textes contradictoires d'un numéro à l'autre apparaîtront sans doute... le tout est que chaque idée en apporte d'autres, fasse réfléchir, sans trop d'*a priori*.

Essayons de garder l'esprit ouvert et avançons !

Parmi nos souhaits : donner à entendre celles et ceux qui sont souvent invisibles et qui ont bataillé et bataillent encore pour faire reconnaître leurs droits, ici ou ailleurs, partout dans le monde.

Dans ce numéro, l'article sur Bertrand Cantat sera sans doute l'un des plus disputés, quand certain·e·s se réfèrent à la « Justice bourgeoise » pour dire qu'il n'y a rien à dire ou à redire, puisqu'il a « accompli sa peine »... On parle donc de « double peine », d'« hystériques » quand des femmes et des hommes appellent au boycott des spectacles de Cantat !

Vous lirez le lien fait entre la pornographie et la marchandisation des corps ; un récit des difficultés pour accéder à la PMA ; en Iran, des femmes luttent et les voiles s'envolent ; un historique des luttes féministes... toujours d'actualité ; un portrait de Femme remarquable – rubrique que nous proposerons dans chaque numéro.

Donc bonne lecture et à vous lire !

LE COLLECTIF CASSE-RÔLES

Ont participé à ce numéro Alain É.*, Alain P.*, André, Anne-Marie, Annie*, Hélène*, Justom*, Marie J.*, Marie P.*, Michel, Michèle, Roselyne M.*, Solange*, Sylvie.

*Membres du collectif des *Casse-rôles*.

Un grand merci à Marie Crouzeix pour la relecture finale.

Abonnements et contacts : voir p. 15.



Iran, en soutien au mouvement des femmes, des hommes se voilent...

TOUTES VOILES DEHORS ! LES COMBATTANTES DE LA LIBERTÉ

En se « dévoilant », les Iraniennes ne revendiquent pas seulement le droit de circuler dans les rues et de paraître en public sans ce morceau de tissu. Mais elles exigent aussi la séparation de l'État et de la religion. Ce en quoi leur mouvement est révolutionnaire. Et encore, le droit d'être considérées comme l'égale de l'homme. En ôtant ce morceau de tissu de leur tête qui les mutile, c'est bel et bien d'un mouvement puissant et politique qu'il s'agit.

Malgré les risques qu'elles prennent, elles sont de plus en plus nombreuses à descendre dans la rue pour manifester contre la dictature et contre les inégalités.

En Iran, le témoignage d'une femme vaut pour moitié celui d'un homme, l'âge minimum du mariage est fixé à 13 ans pour les femmes, le marché du travail ne compte que 17% de femmes, la sortie du pays pour une femme ne peut se faire qu'avec la compagnie de son mari.

Ce mouvement d'émancipation s'est révélé au grand jour le mercredi 27 décembre 2017, lorsque Vida Movahed, perchée sur une armoire électrique, a ôté son hijab pour le brandir au bout d'un bâton. Le lieu choisi pour faire ce geste de protestation n'était pas innocent puisque c'est à un angle de la rue Enghelab (qui veut dire révolution en persan). Ce geste a été perçu comme un défi au régime. Ce qui a valu à Vida un mois de prison. Dès le lendemain de son emprisonnement, s'est développé un mouvement de solidarité. C'est ainsi que 30 femmes ont suivi son exemple et ont « perturbé l'ordre public » [sic], à Téhéran. Elles ont été arrêtées et emprisonnées.

Le 29 janvier 2018, c'est Narges Hosseini qui est également montée sur une armoire électrique. Elle y est restée plusieurs minutes, tenant son foulard au bout d'une perche, avant d'être délogée

manu militari. Les juges ont bien l'intention de la maintenir en prison, car ils ont exigé pour sa libération le versement d'une caution de 5 milliards de rials (90 000 €), en sachant que sa famille n'a pas les moyens de payer cette somme. Le même jour, trois autres femmes ont mené une action similaire, dans plusieurs villes d'Iran.

Non, ces femmes ne sont pas des pestiférées, elles ne portent pas atteinte à l'ordre public en allant le visage découvert. Malgré les risques, elles seront plusieurs dizaines de milliers à descendre dans la rue pour manifester aux côtés des différentes catégories sociales, les plus conscientes pour protester contre le chômage, contre la misère et contre les atteintes aux libertés les plus élémentaires. Mais surtout contre la dictature qui est en train de s'installer. Le pouvoir est sur le qui-vive, car ce mouvement remet en cause le système politique religieux castrateur et patriarcal.

Il convient donc de soutenir la lutte des femmes iraniennes et de dénoncer les violences qu'elles subissent quotidiennement par les sectateurs d'un système politique despotique.

Tous les voiles doivent impérativement être affalés afin que les femmes soient libres de leur corps. Par leur lutte, elles démontrent que la libération du peuple passe par la libération des femmes. Souhaitons que cette libération et cette émancipation des femmes iraniennes marquent le début d'un changement profond pour que le peuple iranien se débarrasse des mollahs afin de bâtir une société au sein de laquelle les inégalités, la soumission, l'exploitation, et le patriarcat seront à jamais bannis.

JUSTHOM



Merci à Miss Lilou,
pour son dessin.



CANTAT : APPEL AU BOYCOTT DU CHANTEUR-ASSASSIN

**Non, il n'a pas voulu la tuer,
elle est morte sous ses coups parce
qu'elle n'était pas en forme, elle était
trop fragile, Marie !**

Il l'a laissée des heures dans le coma... Quelle petite nature... Que des emmerdes, quoi ! C'est ça, les bonnes femmes.

Bon, il est condamné. Oui, bien sûr. À huit ans de prison, merde alors. Pour le même crime, certains se sont pris perpét'.

Notre Bertrand national, lui, on l'a libéré au bout de la moitié de son (petit) temps.

Et maintenant qu'est-ce qu'il fait ? Ben, il chante ! C'est un artiste, lui. Peut pas s'en empêcher.

Paraît qu'il a aussi été violent envers d'autres femmes, qu'il a d'autres plaintes sur le dos ?

Bertrand, il est impulsif, entier, c'est sa nature, faut comprendre.

Et maintenant, qu'est-ce qu'il fait ? Sa tournée tourne court, il y a des gens qui protestent, qui ne veulent pas qu'il se montre. Heureusement qu'il n'y a pas que des ânes et ânesses bêlant (oui, en principe ce sont des moutons, mais bref) devant ce sale mec.

Je propose la meilleure et la seule solution – qu'il va sûrement mettre en œuvre dès qu'il aura lu ma proposition (personne jusqu'à présent n'a dû lui dire ce qu'il fallait faire) : se faire embaucher comme bénévole

aux Restos du cœur, ou au Secours populaire, ou dans les équipes de maraude pour venir en aide aux SDF (y'a de quoi faire). Voilà : il a le choix le garçon, **se faire oublier en étant utile à la société.**



J'ai envie de rajouter un petit quelque chose sur un type nommé **Orelsan** (de son vrai nom Aurélien Cotentin) qui a reçu un prix aux Victoires de la musique 2018.

On peut commencer par se demander qui sont les personnes qui attribuent ce prix ???

Ses chansons misogynes et violentes (ex. *Saint-Valentin*, en 2006), certains titres de *La Fête est finie*, couronné meilleur album, font polémique, comme *Paradis* : « **J'ai abandonné ces chiennes sur le bord de la route/C'est moi qui devrais avoir des doutes parce que tu les baisses toutes.** »

2006 : chanson *Saint-Valentin* : « **Ferme ta gueule ou tu vas te faire marie-trintigner.** » (amusant, non ?)

2009 : chanson *Sale pute* : « **Je vais te mettre en cloque et t'avorter à l'opinel.** »

L'association Ni putes ni soumises le poursuit pour provocation au crime. Il est finalement relaxé en 2012. Cinq associations féministes le poursuivent pour les textes de **huit morceaux** interprétés en concert en mai 2009. Il est condamné en première instance pour « **provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence** », mais la cour d'appel de Paris juge les poursuites prescrites, avant que la Cour de cassation n'annule cette décision et ordonne un troisième procès où il obtiendra la relaxe, en 2016, au nom de la **liberté d'expression.**

SOLANGE

**LA LIBERTÉ
DE L'ARTISTE...
C'EST BEAU.**





JOEYSTARR

**On ne sait pas s'il a une grosse bite
puisqu'il se cache derrière un vieux numéro
de Playboy...**

Parce que finalement, c'est ce qu'il est, JoeyStarr, un vieux réac qui se planque sous des couv' pourries de nanas à poil. Et le message qu'il veut faire passer, c'est qu'il est un vrai mâle, un comme on n'en fait plus – mais cependant, un de ceux qui n'osent plus se montrer depuis que Weinstein a dû mettre la sienne (de notoriété) au placard. Alors, en réaction, voilà que ça lui donne des idées, il ne faudrait tout de même pas mollir. Aussi, il choisit de s'afficher nu dans *Playboy*. La belle affaire, les rappeurs ne sont plus ce qu'ils étaient, les photos léchées succèdent au discours politique, bientôt une pub de parfum pour hommes? Mais selon la photographie qui l'a mis en scène, les femmes seraient fascinées par les gros biceps et les vrais mecs qui aiment cogner, car ce qui fait l'homme, c'est le muscle et la gueule, la grande, celle qui saura clouer le bec à la gironde qui voudrait la ramener.

Oui, JoeyStarr ose tout, la preuve: il se montre à poil. Et sa femme, elle en pense quoi¹? Faudrait aussi pouvoir demander aux femmes de Cantat² pour avoir un début de réponse. Par hasard, tous deux font la une presque en même temps, deux mecs virils, costauds, des durs, de ceux qui savent ce qu'ils veulent et qu'il ne faut pas chercher. Sinon... Sinon quoi? Ils cognent? Oui, c'est à ça qu'on les reconnaît, aux 123 mortes en 2016 sous les coups de leur mari ou de leur compagnon, ces femmes qui ont dû dire non à la masse de bidoche qui les menaçait à un certain moment. Alors JoeyStarr peut bien gambader nu en se planquant, y'a pas de quoi entrer en pâmoison, qu'il enlève le magazine qui cache on ne sait quoi, ou qu'il aille se rhabiller, l'ode à la virilité et au charolais a fait long feu.

A. E.

1. Sans faire la liste de ses multiples condamnations, dans ses seuls rapports avec les femmes, JoeyStarr a tout d'abord été condamné pour coups et blessures envers son ex-compagne en 1999, puis la même année pour agression envers une hôtesse de l'air et enfin, en 2009, pour violences conjugales envers sa nouvelle compagne.

2. Bertrand Cantat a été condamné en 2004 pour le meurtre de Marie Trintignant. En 2010, des violences conjugales sont évoquées dans le suicide de son épouse.

«BALANCE TON HASHTAG» ET LUTTONS ENSEMBLE!

Grâce à Hashtag, la parole des femmes se libère partout à travers le monde...

Tant mieux si cela permet une plus grande prise de conscience quant à l'étendue et à la gravité des atteintes portées aux droits des femmes à travers le monde.

Pour autant, je ne suis pas sûr que cette marée planétaire suffise à elle seule à abolir plus de 3 000 ans de soumission de la femme à l'homme, à mettre un terme aux harcèlements et aux agressions sexuelles.

Notre société s'effondre sur ses bases; elle est à repenser totalement sur d'autres fondations que les rapports de domination. Il est à souhaiter qu'elle repose enfin sur des principes d'égalité et de solidarité.

Mais ce ne sont pas les réseaux sociaux qui vont nous mener à l'émancipation de chacun, quel que soit son sexe.

D'autre part, considérer que la majorité des « mecs français n'en mène pas large ou crie à la guerre des sexes, à la délation, à la diffamation, à l'amalgame ou à la loi du lynche » est réducteur. Il y a aussi des hommes qui s'interrogent sur comment sortir de cette impasse où ils se sentent également enfermés!

Parce que nés hommes, nous serions des prédateurs par nature, par définition et par destination?

Nous ne serions déterminés que par nos sexes, l'un dominant fatalement l'autre, sans espoir d'émancipation!

Si cela était, inutile de s'étendre sur le sujet, autant assumer ou disparaître!

Les agressions sexuelles sont une oppression de plus, subies essentiellement par les femmes, dans une société où le système capitaliste s'appuie sur ses deux serviteurs zélés que sont l'État, garant de la soumission temporelle, et la religion, garante de soumission spirituelle. L'un et l'autre sont complémentaires et ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le patronat, sous couvert de défense de la laïcité, se préoccupe autant de religion dans l'entreprise.

Les deux, l'État et la religion, tentent de soumettre les femmes non seulement aux hommes mais surtout à un système qui tente de soumettre nos consciences et d'aliéner nos vies en nous opposant les uns aux autres, en faisant des uns les prédateurs des autres... ➡



❖ Ils ont et sont le Pouvoir, et nous sommes les victimes !

L'état de soumission et d'exploitation dans lequel baignent les femmes comme les hommes est bien à mettre en rapport avec le Pouvoir : y a-t-il un rapport entre la culture machiste justifiant la domination masculine et la domination sociale politique et économique ?

Non seulement il y a un rapport, mais le patriarcat s'appuie sur ces deux socles.

La culture machiste est historiquement liée à l'apparition des religions monothéistes faisant de la femme l'inférieure de l'homme. Le capitalisme n'a eu qu'à s'appuyer sur ce dogme pour asseoir l'exploitation économique : ainsi la propriété des moyens de production comprend la propriété de l'être inférieur, la femme.

Pour preuve : depuis quand la femme a-t-elle le droit d'avoir un chéquier ? De diriger un commerce sans le consentement de son mari ?

Comment détacher les oppressions sexuelles des oppressions économiques quand la majorité des abus, agressions, harcèlements et viols ont lieu dans des lieux du monde socio-économiques où des hommes, essentiellement, usent à souhait du pouvoir que leur confère leur statut socialement reconnu par l'ensemble de la société :

- le formateur, l'enseignant profitant de son statut par rapport aux élèves, enfants ou adultes, qui lui sont confiés,
- l'éducateur spécialisé travaillant auprès de personnes handicapées en milieu fermé,
- le chef de service hospitalier dirigeant une équipe d'infirmières,
- le petit patron chef de quelques dizaines d'employées,
- le gérant de grande surface régnant sur quelques dizaines de caissières,
- le prêtre diffusant la parole de l'Évangile aux chères petites têtes blondes,
- le responsable associatif faisant la pluie et le beau temps auprès des adhérents,
- le dirigeant sportif initiant les enfants et les jeunes,
- le leader politique vénéré par les militants,
- l'officier commandant les jeunes recrues dans sa caserne, etc.

Et que dire du militaire, militant d'ONG profitant d'une mission de protection de civils pour échanger nourriture contre fellation...

Dans toutes ces situations, des délits et crimes sexuels sont commis, connus et tolérés par autant de femmes que d'hommes. Comment se fait-il par exemple que des femmes se disant croyantes et pra-

tiquantes « nous assourdissent de leur silence » face aux agressions sexuelles commises, couvertes et étouffées par l'institution catholique ?

Je ne leur reproche pas de croire en Dieu mais de se taire face aux crimes commis envers leur progéniture !

Là, comme ailleurs, « le silence des pantoufles permet le bruit des bottes », autrement dit, le silence de la majorité permet l'abus de pouvoir d'une minorité.

Il existe heureusement des hommes qui, refusant toute fatalité, cherchent à agir, ne confondant pas culpabilité et responsabilité !

Je ne suis pas le seul à penser que seule une révolution sociale et libertaire peut nous aider à nous émanciper de 3 000 ans de soumission.

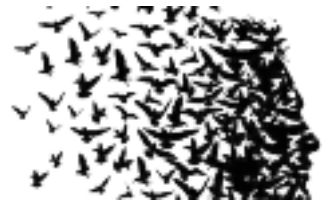
Tant que le système capitaliste perdurera, tant que les religions et l'État tenteront de nous soumettre, les femmes comme les hommes continueront de subir les violences sociales, économiques et sexuelles.

Il n'y a pratiquement pas de paix dans le monde ; celui-ci donne à voir deux situations de guerre : la guerre sociale ou la guerre tout court, celle-ci ne faisant que légitimer encore plus les agressions faites aux femmes comme aux hommes.

Supprimons le Pouvoir et nous aurons, espérons-le, moins de violences sexuelles ; nous aurons du moins une justice rendue par la société civile et non par une justice de classe exercée par une minorité de femmes et d'hommes, contre une majorité de femmes et d'hommes.

MICHEL DI NOCERA





LE MARIVAUDAGE

Il y a comme ça, dans la langue française, des mots qui ne veulent pas dire ce qu'on veut leur faire dire. Le marivaudage est de ceux-là, et c'est peut-être le moment de le rappeler bien que des flots d'encre ont coulé avec #metoo et #balance ton porc. Dans le langage courant, le marivaudage renvoie au badinage, à la galanterie à la française (soi-disant !), au droit d'importuner à condition que ce soit avec élégance (pas de tape sur les fesses, mais le compliment bien tourné).

Au risque de perdre ma séduction naturelle et ma douce indulgence féminine, je prends ici et maintenant fermement position : je dis halte au contresens et je soutiens que Marivaux, écrivain du XVIII^e siècle, auteur de nombreuses pièces, ne marivaudait pas. C'était même, si j'ose dire, un anti-marivaudage et le roi de la dissimulation (pour la bonne cause, celle des femmes).

En effet, sous l'apparente légèreté, derrière les historiettes amoureuses dignes des éditions

Harlequin et des romans-photos, se cache, dans son théâtre, une sauvage critique de la condition sociale faite aux femmes au moment où il écrit (mais a-t-elle tellement changé?).

Le lire ou l'écouter à partir de cette approche le démontre à l'évidence. Mais, pour les sceptiques, le mieux est de se reporter à la pièce de sa maturité, intitulée *La Colonie*, « représentation sarcastique d'une île au milieu de "nulle part" où les femmes ont l'idée de prendre le pouvoir. Il s'agit d'une véritable satire où l'auteur dénonce les institutions de la société de son époque. Derrière un semblant d'utopie, *La Colonie*, avec ses dialogues teintés d'une ironie mordante et acerbe, amorce, malgré une conclusion politiquement et sexuellement conforme aux idées de l'époque, les mouvements féministes qui agiteront la société deux siècles plus tard. Cette comédie vive et riche en rebondissements, aux propos étonnamment modernes, fait de Mari-

vaux l'un des précurseurs de la libération de la femme. » (Wikipédia) On ne peut mieux dire. Mais pour qui en douterait encore, ces quelques mots piochés dans la pièce :

– Arthénice : Le gouvernement de notre patrie a cessé.

– M^{me} Sorbin : Oui, il en faut un tout neuf ici, et l'heure est venue ; nous voici en place d'avoir justice et de sortir de l'humilité ridicule qu'on nous a imposée depuis le commencement du monde. Plutôt mourir que d'endurer plus longtemps nos affronts. [...]

– Arthénice : Le mariage, tel qu'il a été jusqu'ici n'est plus aussi qu'une pure servitude que nous abolissons.

– Lina : Abolir le mariage ? Mais que mettra-t-on à la place ?

– M^{me} Sorbin : Rien. [...]

– M^{me} Sorbin : Nous, dans deux mille ans, nous serons encore la nouvelle du jour.

– Arthémis : Et quand même nous ne réussirions pas, nos petites filles réussiraient.

MICHÈLE GAY

SEXISME DANS L'ORIENTATION

Étudiantes et étudiants se sont récemment mobilisés contre la réforme de l'accès à l'Université dénonçant une « sélection » qui ne disait pas son nom, mais trois sociologues Marie-Paule Couto, Fanny Bugela-Bloch et Marianne Blanchard alertent dans une tribune du *Monde* sur les risques que la plate-forme Parcoursup fait peser sur les inégalités entre les filles et les garçons. Elles redoutent une « *perpétuation de certains stéréotypes de genre* » par l'utilisation de la plate-forme d'inscription. Elles rappellent que les filières paramédicales et sociales sont investies à 80 % par les filles et qu'elles ne sont que 27 % dans les formations d'ingénieurs. « *De façon générale, les filières relatives à l'éducation, aux soins sont majoritairement suivies par les filles et moins fréquemment par les garçons.* » Ces orientations renvoient en partie aux rôles qui leur sont à chacune et chacun traditionnellement attribués mais ces professions sont moins bien reconnues sur le marché du travail donc moins bien rémunérées, ce qui contribue à creuser les inégalités salariales.

Le rôle de Parcoursup est en partie de construire des orientations dites « raisonnées » ou « réfléchies ». Pour chaque formation, on trouve une liste d'informations (taux d'échec en première année, nombre de places,

etc.) et des « attendus », qualités et compétences que les candidat-e-s sont censés avoir comme « *bienveillance, empathie, écoute* » pour la psychologie, qualités attribuées traditionnellement aux filles et « *capacité d'abstraction* » pour une formation en génie civil, compétence peu valorisée chez les filles.

De plus, les filles, qui « *reçoivent avec davantage de force les verdicts scolaires* », risquent de s'autocensurer dans leur choix d'orientation. « *À niveau égal, elles formulent des choix plus modestes que ceux des garçons en choisissant davantage l'Université que les filières sélectives (prépas, BTS, IUT, etc.) ; ces effets pourraient se renforcer avec les informations qui apparaissent sur la plate-forme : le taux d'échec, le nombre de places et de vœux... surtout que ces données déforment quelque peu la réalité...* »

Les sociologues citent l'exemple de la première année de licence de sociologie où l'on propose des cours pour préparer les écoles du social ; les étudiantes qui suivent ces cours en sont très satisfaites mais sont intégrées dans le taux d'échec, car elles quittent la licence.

Les normes de genre sont profondément ancrées dans notre société, méfions-nous donc de cette nouvelle réforme de l'Université qui les renforcerait davantage.

ANNIE



ET LE PORNO DANS TOUT ÇA ?

« Nous sommes venus d'une scène
où nous n'étions pas. »

PASCAL QUIGNARD,
Le Sexe et l'effroi, Gallimard, 1994

S'il est une question délicate à aborder aujourd'hui, c'est bien celle de la pornographie, tant celle-ci est présente en notre monde et valorisée sous différentes formes qu'elle devrait, en conséquence, justifier des approches multiples.

Étymologiquement, la pornographie a la même origine que la prostitution et l'on se souvient encore des débats contradictoires qui ont précédé, en 2016, le vote de la loi contre le système prostitutionnel, lesquels ont surgi aussi bien du côté des féministes que des libertaires ; combien de fois les premières ont-elles été traitées de prudes, coïncées, mal-baisées, tandis que de nombreux libertaires hurlaient au nom de la sacro-sainte liberté que ces dernières voulaient soi-disant confisquer ! Le choix et le consentement demeurent pourtant de vraies questions et la pornographie un enjeu qui a des chances de rallumer ces oppositions.

Il est pourtant intéressant de voir l'incidence de la pornographie dans nos vies, alors que la prostitution, elle, concernerait en France peut-être 20 000 personnes et que seulement (c'est un euphémisme) 12 % d'hommes auraient eu une relation sexuelle tarifée. Ces chiffres, mis en regard de l'impact en nombre de personnes touchées par la pornographie, semblent presque dérisoires, puisque tout le monde sans exception y est confronté via la presse, la télévision, Internet, le cinéma, la mode, la publicité. À vrai dire, tous les réseaux, tous les médias et tous les arts sont concernés.

Jusqu'au XIX^e siècle, la pornographie a été l'expression de la représentation de la sexualité selon des normes qui ont changé au cours des âges, de la Rome antique, avec ses peintures licencieuses, au puritanisme fin de siècle accompagné de sa sévère répression. On en retiendra *les Fleurs du mal* de Charles Baudelaire et le scandale de *l'Olympia* d'Édouard Manet.

LA MARCHANDISATION DES CORPS

Mais voilà qu'au XX^e siècle, et après deux guerres mondiales dévastatrices dans lesquelles les corps ont connu les plus grands massacres de masse, expériences eugénistes, tortures, bordels de guerre, etc., le désir païen de vivre en s'éloignant progressivement de la religion a saisi le monde occidental d'où va surgir la « révolution sexuelle » des années 1960-1970 avec la libération des corps des carcans qui, jusque-là, les opprressaient : la liberté est enfin à portée de main et la jouissance immédiate devient un impératif.

C'est aussi l'époque où le capitalisme fait son entrée fracassante en imposant une consommation effrénée. Tout devient objet de consommation, injonction qui s'impose également à la sexualité par des rapports marchands institués.

Dorénavant, la pornographie fait partie de la marchandisation des esprits et des corps, avec l'argent comme unique moteur. Dans leur très grande majorité les films pornographiques montrent la soumission des femmes par les attitudes d'acceptation de la violence et du viol. Certains acteurs et actrices de ces productions vantent parfois une « pornographie féministe » dont les accents d'égalité semblent pourtant à mille lieues des réelles aspirations féministes, d'autant que contraintes et violences sont les accroches pour les consommateurs en misant sur l'insatisfaction sexuelle.

La *porn-culture* fascine autant qu'elle repousse, mais les corps dénudés, manipulés, saucissonnés, forment une société du spectacle qui se voudrait réjouissante et excitante, dont l'exubérance des êtres au travers des écrans prolongerait nos sens vers l'érotisation du monde. Une sorte de postmodernisme de la sexualité.

Il y a un déni des violences faites aux femmes, tant elles sont souvent présentées comme des objets et des morceaux de corps à la merci des hommes. Cette vision du monde où seule la sexualité, et non l'amour, est mise en scène au profit de l'excitation ne permet pas aux jeunes qui visionnent ces images de pouvoir développer leurs propres fantasmes. Des situations devenues banales pour les adolescents pénètrent leur intimité en leur imposant une vision patriarcale, machiste et hétéronormée.



MISE AU PAS DU CORPS FÉMININ

La sexualité des femmes est jugée et stigmatisée. Leur corps est disséqué pour le plaisir masculin et, dès leur plus jeune âge, les filles érotisées deviennent les proies de la mode en étant transformées en objet de désir. Les magazines les invitent à des comportements basés sur la provocation érotique avec des codes correspondants aux normes de la pornographie. Ne s'agit-il pas d'avoir la mainmise sur le comportement des femmes, de réguler leur sexualité par des outils de contrôle culturels ? Comme par exemple l'infantilisation par l'épilation du pubis afin d'expurger la « saleté » du corps de la femme, au nom d'une esthétique emblématique. La pression médiatique prend le relais pour hypersexualiser les corps dans un souci constant de séduction et de soumission aux désirs masculins.

Si par le passé la production pornographique ne franchissait pas les limites de l'intime, elle déborde à présent dans la mode comme le montrent les images véhiculées par Yves Saint-Laurent ou Dolce & Gabbana par exemple, mettant en scène des actes de violence, voire de viol. C'est pourtant une atteinte directe aux droits des femmes par la déshumanisation et la réification dont elles sont victimes au profit d'hommes toujours plus virils, puisque l'idéologie pornographique les juge par le biais de la domination et de la puissance sexuelle.

La critique du capitalisme passe par la remise en cause du libéralisme des images qui, loin de refléter la « libération sexuelle », enferme au contraire la sexualité dans un rapport entre exhibitionnisme et voyeurisme devenus les normes. L'ordre marchand patriarcal assure ainsi le bon fonctionnement de la société en



maintenant l'inégalité entre les femmes et les hommes quand, pour ces derniers, le sexe est synonyme de pouvoir. Dorénavant, la sexualité est un produit dont la pornographie participe à sa promotion par l'utilisation des femmes dans des rôles où l'humiliation et la soumission sont prépondérantes.

Comment réagir à cet afflux de contenus sexuellement explicites ? La liberté d'expression ne devrait-elle pas demeurer la règle sur le Web ?

Les dispositions législatives concernent uniquement la propagation du discours haineux, tant il est difficile de trouver l'équilibre sur le fil des droits humains. Mais on le sait, la religion, l'orientation sexuelle et l'origine sont également les cibles privilégiées pour exercer différentes formes de violence. Faudrait-il se résoudre à la censure au risque de développer une société totalitaire du contrôle ? Chacun·e est libre de ses fantasmes et a le droit de tourner les pages du livre qui lui est interdit.

On peut se demander où est la liberté au sein de cette industrie basée sur l'exploitation des êtres au travers d'une hiérarchie des sexes. Ne pourrait-on pas imaginer la manière de vivre en égalité tout en respectant le désir ?



C'est sans aucun doute une question en rapport avec l'éducation qu'il nous faut développer de la même manière que peut être abordée la prostitution.

Enfin, ne perdons jamais de vue que l'économie de marché nous plie et nous façonne pour nous rendre obéissant·es, consommateurs et consommatrices dans un infini divertissement à la YouTube.

Non, la pornographie n'est pas libératrice, elle est aliénante.

ALAIN ELUDUT



LIBERTÉ, ÉGALITÉ... SOLIDARITÉ !

Il y avait là devise à corriger, car les femmes ne sont pas nos frères ! Amendement qui n'est pas pour demain, nous dit Éliane Viennot dans *Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin* !

De la belle ouvrage que ce petit livre qui « voudrait montrer que, pour l'essentiel, les problèmes que nous rencontrons avec le "sexisme de la langue française" ne relèvent pas de la langue elle-même, mais des interventions effectuées sur elle depuis le XVII^e siècle par des intellectuels et des institutions qui s'opposaient à l'égalité des sexes ; et que, pour l'essentiel aussi, les solutions que nous cherchons à ces problèmes existent déjà. Les solutions linguistiques, s'entend ».

Qu'on ne s'y trompe pas, ce problème de la langue est un problème de pouvoir, celui des hommes sur les femmes.

Des esprits « supérieurs » avançaient, en effet, que le masculin était plus noble que le féminin. Idée et pratique reprises de multiples façons par les écoles primaire et secondaire, par l'enseignement supérieur, par les administrations et les banques, etc. Ce que, déjà, en 1792, une *Requête des dames à l'Assemblée nationale* dénonçait :

« Le genre masculin ne sera plus regardé, même dans la grammaire, comme le genre le plus noble, attendu que tous les genres, tous les sexes et tous les êtres doivent être et sont également nobles. »

S'il y a eu très tôt un effort de certains pour « masculiniser » la langue, Éliane Viennot, par sa fréquentation de l'histoire des « femmes de l'ancienne France », note que, à l'inverse, des femmes et des hommes ont lutté « contre les inflexions sexistes qu'on voulait imposer à leur langue en même temps qu'à leur pensée ». Le combat rétrograde était, lui, mené essentiellement par des gens d'Église, des célibataires par choix qui, s'appropriant le savoir, refusaient l'égalité des sexes pour sauvegarder leurs privilèges ; combat qui allait pourtant à l'encontre de certains usages populaires. Ainsi, dans les années 1570, un certain Robert Garnier, dramaturge, emploie naturellement le mot *autrice* ; ainsi, un document juridique indique qu'une dame morte était propriétaire et *posseuse* de plusieurs maisons, etc.

L'arrivée de l'imprimerie à la fin du XV^e siècle bouleversa la vie de la classe des lettrés en apportant ses innovations mais, surtout, ses normalisations. En poésie, on s'avisa que la terminaison *e* était féminine et la terminaison *é*, masculine, « tant il est vrai, fait remarquer Éliane Viennot, que l'homme se caractérise par un petit quelque chose en plus, qui monte quand il est dur ».

La construction de l'État français et la nécessité d'une administration furent le terrain de choix de la

gent cléricale instruite pour amplifier l'emprise masculine ; pour autant, cela n'empêcha pas nombre de femmes « gouvernantes » d'exercer le pouvoir à plusieurs reprises. Un autre domaine, autre lieu de concurrence, les métiers occupés par les clercs comme la création littéraire et artistique où brillèrent, ne leur en déplaise, nombre de femmes.

Parmi les plus réactionnaires, un certain Louis-Nicolas Bescherelle (à la consonance féminine ?) avançait comme argument : « *Parce qu'en France, c'est comme ça* » ; ainsi, on ne pouvait pas dire : *professeuse, graveuse, compositrice, traductrice*, etc.

Et pourquoi donc ? Et pourquoi, se demandera-t-on encore, certains mots désignant des êtres inanimés sont-ils sexués ? Un tabouret ? Une chaise ? Pourquoi certains sont-ils bisexuels ? Amour ? Œuvre ? Eh oui, le neutre n'existe pas en français.

C'est sur la question des accords que les choses vont s'animer et ouvrir la voie à des discussions à l'infini, car tout un enseignement est à oublier ; il nous faut désapprendre ce que l'école nous avait difficilement enseigné. Mais les « nouvelles façons » ne vont-elles pas nous faire découvrir d'autres formes d'expression plus créatives ? Ce qui est sûr, c'est qu'il va falloir, maintenant, s'habituer aux accords de proximité.

M^{me} de Sévigné répliquait à quelqu'un qui lui disait qu'il était enrhumé : « *Je la suis aussi* », au lieu du prétendument correct : « *Je le suis aussi*. »

Et il nous faudra un peu de temps pour retrouver des usages condamnés par des pédants et aussi pour se délivrer des mots épiciques facteurs d'incertitude sexuelle : poète, philosophe, peintre, etc. Alors que l'on dit aisément diablesse, abbesse et comtesse, pourquoi ne pas dire poétesse, philosophe et peintresse ?

Par ailleurs, la langue française étant intrinsèquement genrée ne va pas dans le sens d'une « fluidité » entre les sexes comme le souhaiteraient celles et ceux qui sont partisan·e·s de « l'indifférence des sexes ».

Un usage s'imposera, sans doute ; cependant, sans combat, toute oppression se perpétue ; aussi faut-il accompagner cette lutte féministe et s'engager, dès maintenant, à déconstruire des mécanismes mentaux dont nous n'avons même pas une conscience claire.

On pourra commencer par employer ce que l'on nomme le « point au milieu » qui ne risque pas d'être confondu avec autre chose et qui évite des ennuis typographiques ; ce n'est pas sorcier·e : on tape alt 250 sur son PC et alt maj F sur son Mac !

ANDRÉ BERNARD

• Éliane Viennot, *Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin, petite histoire des résistances de la langue française*, édition iXe, 2017, 144 p.



PMA... LOIN DU CONTE DE FÉE !

« Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) s'est prononcé au courant de l'été 2017, en faveur de l'accès à la PMA¹ pour les couples d'homosexuelles et les femmes seules.

Mais le gouvernement Macron, qui s'était engagé sur ce dossier lors de la campagne électorale d'« En Marche ! », a reculé devant la levée de boucliers des milieux catholiques, qui soutiennent que l'ouverture de la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires, va induire la disparition programmée du père, et « qu'il ne faut pas négliger le refoulement et donc, le retour du refoulé » (Famille Chrétienne, 26 août 2017), s'appuyant sur les déclarations du psychanalyste Jean-Pierre Winter...

Jeanne et Marie sont en couple depuis sept ans, elles se sont mariées il y a un an et sont les heureuses mamans du petit Gabriel, âgé de six mois².

Dit comme cela, cela paraît idyllique... Pourtant, en France, quand on est homosexuelles, être parents est pire qu'un parcours du combattant !

Jeanne et Marie :

« Lorsque l'on s'est mariées, Marie était alors enceinte de six semaines. Se marier, c'était pour pouvoir avoir un enfant légalement, mais on n'était pas intéressées par le mariage en lui-même, pas dans le sens que la plupart des gens peuvent lui donner... Pour nous, l'important c'était avoir le même nom de famille, et que celle qui n'était pas la mère biologique puisse avoir la possibilité d'adopter.

Or, cette possibilité n'était offerte par la loi qu'à partir du moment où nous étions mariées.

On y a quand même mis beaucoup d'émotion, et cela a aussi beaucoup touché nos familles, car pour elles c'était un combat que nous menions. Notre relation, notre mariage et l'enfant n'ont jamais posé de problèmes pour nos deux familles. La seule crainte que la famille de Marie a émise a été au niveau de ce que nous allions vivre socialement et les éventuelles difficultés que notre homosexualité pourrait engendrer.

En ce qui concerne la conception de notre fils, la première chose à dire est que nous avons dû partir à l'étranger, puisqu'en France la PMA n'est pas autorisée pour les couples homos et que l'adoption ne l'est que pour les couples de femmes mariées, adoptant l'enfant mis au monde par la conjointe.

On s'est donc renseignées sur les différents pays proches où il serait possible de la réaliser : Espagne, Belgique, Pays-Bas et Danemark.

1. Le terme PMA ou AMP (Assistance médicale à la procréation) regroupe les techniques médicales consistant à aider à une fécondation : insémination artificielle et/ou fécondation *in vitro*.

2. Pour préserver leur anonymat, leurs prénoms ont été changés.

Aux Pays-Bas, comme au Danemark, il y a une loi particulière qui fait que l'enfant, dès ses 16 ans, dans le cadre de la clinique où a été faite l'insémination, accompagné d'un psychiatre, et après avoir fait une demande motivée auprès d'un juge (pour des raisons médicales par exemple) aura la possibilité d'avoir accès aux informations concernant le géniteur. Et les donneurs savent que, lorsqu'ils font un don de sperme, leur identité pourra être révélée.

Le fait d'avoir accès à ses origines biologiques, quelles qu'elles soient, était quelque chose qui nous paraissait essentiel, car tous les enfants ont besoin de savoir d'où ils viennent, et c'est pour cela que notre choix s'est porté sur les Pays-Bas.

C'est Marie qui a eu l'envie d'enfant la première et c'est donc elle qui a porté notre premier enfant et Jeanne portera le deuxième !

Une fois que le choix du pays et de celle qui porterait l'enfant a été posé, la suite fut une question d'organisation logistique et... hormonale !

La première chose a été de trouver un gynécologue qui accepte de suivre la grossesse, et ce n'est pas simple puisque la loi le leur interdit : s'ils participent d'une façon ou d'une autre à une PMA pour un couple homo, ils peuvent être radiés ! Ils ne peuvent donc ni donner d'adresses de cliniques à l'étranger ni accompagner la grossesse d'un couple d'homosexuelles.

Or, c'est primordial d'être suivie, car pour partir faire une insémination, il faut que ce soit en période d'ovulation, et comme on n'a jamais un cycle hypercalé comme dans nos rêves les plus fous, il n'y a qu'une série d'échographies qui puisse déterminer cette période avec précision.

On a trouvé, plutôt facilement au final, un gynéco qui a accepté de nous accompagner, avec la seule restriction que s'il fallait une FIV (au cas où trois inséminations ne prendraient pas), il ne pourrait pas nous suivre, car les traitements à prescrire dans ce cas risquaient d'éveiller les soupçons de la Sécu et, de là, il



❖ craignait de se faire dénoncer. Déjà qu'il avait peur que les échographies répétées tous les mois attirent l'attention (une échographie deux jours avant l'ovulation présumée et une la veille)!

Donc, à partir du moment où il disait à Marie: « Vous allez ovuler », on partait: train, avion, bus, hôtel, clinique.

C'est épuisant: les trajets, le dépaysement, le stress... Et puis être obligées de s'expatrier pour avoir un enfant, parce que l'on ne nous reconnaît pas ce droit, c'est très amer.

De plus, financièrement c'est très lourd, car entre les déplacements, les hébergements et les frais médicaux (750 € par insémination), on peut évaluer la dépense globale à 6000 €.

Ensuite, comme on travaillait toutes les deux, Marie comme enseignante et Jeanne dans un restaurant, il a fallu informer nos employeurs que l'on risquait d'être absentes sur plusieurs jours, sans pouvoir prévenir à l'avance, et donc, on a été obligées de leur exposer notre vie privée! On avait pas mal d'appréhensions, car la cuisine est un milieu plutôt macho, mais on a été très agréablement surprises que cela se soit passé si bien pour l'une et l'autre, de façon très chaleureuse même!

Mais on est très conscientes que cela ne doit pas être le cas de toutes...

À la troisième insémination, Marie était enceinte et, là, on était plus qu'heureuses!

Marie a donc fait une déclaration de grossesse et après la naissance, quand Jeanne a déclaré la naissance à la mairie, on a reçu dix étages sur la tête car ils ont refusé d'inscrire Gabriel sur le livret de famille et ont inscrit notre fils sous le nom de naissance de Marie et non sous notre nom d'épouses. On a appris alors que, pour qu'il porte notre nom de couple, il faudra que Jeanne l'adopte officiellement!

On n'a pas eu le choix, Jeanne a démarré les démarches d'adoption et Marie a fait un testament pour qu'elle soit reconnue comme parent, car s'il lui arrive quelque chose, Jeanne n'est rien et n'a aucun droit sur Gabriel.

Donc, il faut faire une demande d'adoption chez un notaire, puis prendre un avocat, et il faudra justifier de l'implication affective de Jeanne et de son attachement [sic!] avec des preuves de tiers. Encore un combat, encore un coup moral et un coût tout court... C'est beaucoup de colère et de frustrations!

Cela prendra environ six à huit mois, et Gabriel aura plus d'un an quand il sera officiellement adopté par Jeanne.

On aura alors un nouveau livret de famille et il portera notre nom d'épouses, qui est formé de nos deux noms accolés.

On aura enfin la reconnaissance administrative et symbolique et, dans quelque temps... on va recommencer pour le deuxième! »

SYLVIE MAUGIS



LES INVISIBLES DES CAMPAGNES

*Invisibles, souvent avec un statut précaire,
elles passent inaperçues et représentent
pourtant le quart du monde paysan,
les paysannes sont les oubliées des champs.*

Un article du mensuel *CQFD* « Face au sexisme, inverser la vapeur » (mars 2018) nous montre les ressorts machistes à l'œuvre dans le monde agricole; les mêmes que dans le reste de la société, mais peut-être moins souvent dénoncés et médiatisés.

C'est tout l'intérêt de cet article qui souligne trois thèmes sensibles:

- discrimination via le statut professionnel,
- orientation professionnelle genrée,
- remarques machistes.





UNE FAMILLE MILITANTE

La famille Tamimi est une famille de militant-e-s. Le père, Bassem, a été longtemps le porte-parole du mouvement non-violent de protestation contre l'occupation israélienne de Nabi Saleh. La mère, Nariman, a déclaré au sujet de la lutte contre l'armée d'occupation israélienne : « *Tout le monde se bat de la manière qu'il croit. Il y a le soulèvement armé, et il y a le soulèvement populaire. Je soutiens toutes les formes de soulèvements.* »

BALLE CONTRE GIFLE

C'est après que son frère Mohammed a été touché par une balle en pleine face, le vendredi 15 décembre 2017, alors qu'il participait à une manifestation contre le vol des terres du village de Nabi Saleh (à l'ouest de la Cis-jordanie occupée), qu'Ahed et sa cousine Nour ont apostrophé deux soldats israéliens qui avaient pénétré dans la propriété familiale, en exigeant leur départ avec violence. On peut entendre et comprendre cette violence verbale, ainsi que les quelques coups de pied et la gifle que les soldats ont reçus. Cela n'a rien de comparable avec la violence dont a été victime Mohammed, le frère d'Ahed. Il a reçu un tir à balle réelle et, aujourd'hui, il est entre la vie et la mort. Ce dernier est en réanimation à l'hôpital Istishari de Ramallah, a rapporté l'agence Ma'an. La balle en acier était recouverte de caoutchouc. Certains appellent ce type de balle « balle en caoutchouc ». Or cette balle en caoutchouc [sic] a fracassé la mâchoire de Mohammed avant de venir se loger dans son crâne. L'équipe de chirurgiens de l'hôpital a dû opérer Mohammed pendant six heures pour retirer le pro-

jectile, et procéder à une première reconstruction faciale.

La famille Tamimi est connue pour son engagement et ses activités vigoureuses contre l'occupation des territoires palestiniens par Israël. Ahed s'était déjà fait remarquer lorsqu'elle avait 11 ans et qu'elle s'en prenait aux militaires israéliens. Cette fois-ci, elle a 17 ans, et elle est emprisonnée ainsi que sa cousine Nour et sa mère Nariman ; le procès militaire à huis clos s'est ouvert le 13 février 2018.

CETTE SITUATION N'EST EN FAIT

QUE LA PARTIE ÉMERGÉE DE L'ICEBERG...

Selon l'organisation de soutien juridique pour les prisonniers palestiniens Addameer, basée à Jérusalem, 330 enfants et adolescent-e-s des territoires occupés sont détenu-e-s dans les prisons israéliennes, après avoir été déferé-e-s devant les tribunaux militaires. Dawoud Yusef, le coordinateur de la défense légale d'Addameer a expliqué à Sputnik que le nombre total de prisonniers et prisonnières palestinien-ne-s adultes avait diminué « légèrement » au cours des trois dernières années. Mais en même temps, le nombre d'enfants et d'adolescent-e-s a augmenté de façon exponentielle : en 2014, il y en avait 156 dans les prisons, tandis qu'en décembre 2017, ce nombre avait plus que doublé. Chaque jour, on estime que quelque 17 mineur-e-s sont arrêté-e-s par l'armée israélienne, bien que tou-te-s ne soient pas emprisonné-e-s.

JUSTHOM

❖ Les femmes actives et présentes de tout temps sur les fermes ont longtemps été considérées comme sans profession alors qu'elles participaient activement à la marche de l'exploitation. En 1980, le statut de coexploitante est enfin créé et, en 2011, les deux membres d'un couple peuvent être reconnus juridiquement comme deux chefs d'exploitation au sein d'un GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun).

Mais si ce nouveau statut offre aujourd'hui quelques garanties aux agricultrices, peu d'entre elles dirigent une exploitation (25 % des fermes) et c'est à 80 % parce qu'elles prennent la succession d'un mari retraité.

Dans la formation agricole (lycées et collèges), les femmes

constituent la moitié des élèves, mais elles sont orientées vers les filières de services et non de production agricole.

« *Lors des stages de formation, les filles se voient interdire l'usage de certains outils agricoles et il arrive qu'on leur refuse l'entrée dans les enclos à bovins* » écrit Sabrina Dahache sur son blog, où elle parle des discriminations sexistes dont sont victimes les agricultrices.

L'élevage et les grandes cultures restent masculines à 85 %. Lorsque les femmes s'installent, c'est à la tête d'élevages de moutons, de chèvres ou d'exploitations horticoles et maraîchères. Quant au partage des tâches, elles font souvent le travail le moins valorisé et invisible – pacherie, accueil à la

ferme, vente de produits, hébergement, restauration – qui s'ajoute à leur travail domestique.

Elles essuient les remarques sexistes des commerciaux de passage « *Je voudrais voir le patron* », les commentaires sur leurs vêtements, trop sales ou trop sexy, et le mépris des vendeurs de machines agricoles qui doutent de leur capacité à conduire un tracteur.

« *La place des femmes dans l'agriculture a trop longtemps été marquée par leur invisibilisation sociale, politique et législative* » écrit Sabrina Dahache... cela doit changer.

**FEMMES, PRENEZ
LES CLÉS DES CHAMPS !**

ANNIE



L'ENVERS DE FLINS, UNE FÉMINISTE RÉVOLUTIONNAIRE À L'ATELIER

Certain·e·s voudraient « liquider mai 1968 et son héritage » : face à cela, le livre de Fabienne Lauret, *L'Envers de Flins, une féministe révolutionnaire à l'atelier* (éd. Syllepse) est un sacré antidote.



Fabienne est venue, le 21 février 2018 à l'émission Femmes libres sur Radio libertaire, présenter son témoignage d'établie en usine. Suivant le texte de Mao Tse Toung de 1957, qui appelait les intellectuels à servir les masses ouvrières et paysannes, des jeunes révolutionnaires – la plupart étudiants – ont décidé politiquement d'aller travailler en milieu ouvrier. Marnix Dreesen en dénombre 2 000

à 3 000¹ de 1967 à 1989 : mais combien de femmes ? Parler d'une femme établie, c'est une façon de rendre visible ce qui est invisible, les publications sur les femmes établies étant très rares.

C'EST MAI 1968 QUI A CHANGÉ MA VIE

J'étais lycéenne en 1968 au lycée Hélène-Boucher à Paris, et l'une des animatrices de la grève. J'étais avec un copain un peu plus politisé que moi, Nicolas, qui était au lycée Henri IV. La direction du lycée Hélène-Boucher l'a vite fermé parce que ces jeunes filles commençaient à s'émanciper : elles allaient voir les garçons, elles voulaient remettre en cause la pédagogie, la direction du lycée, ne plus mettre de blouse, disaient qu'elles avaient le droit de porter des pantalons... Le mou-

vement n'était pas qu'étudiant, c'était un mouvement de la jeunesse : des lycéens, des étudiants, des jeunes ouvriers, des jeunes salariés... Et il y a eu entre 9 et 10 millions de grévistes ! Et il y avait cette usine de Renault-Flins, une usine assez « chaude », mobilisée. Il y a eu l'événement grave de juin, la mort du jeune lycéen, Gilles Tautin, plus ou moins poussé par les CRS dans la Seine, à Meulan, où il s'est noyé.

IL FAUT Y ALLER...

En 68, j'ai découvert la politique, une bouffée d'air frais, une libération de la parole et des relations entre les gens. Il y avait plein de mouvements : beaucoup de maos, quelques anarchistes, etc. J'ai été attirée par un cercle JCR, assez actif.

L'idée des révolutionnaires, c'était de dire, après la grève et les élections, les Accords de Grenelle, c'est une répétition générale, il faut aller là où cela se passe, dans la classe ouvrière. Ce sont les salariés qui ont arrêté l'économie, certes la jeunesse a lancé le mouvement, mais la grève a tout arrêté, a créé un rapport de force. Il faut y aller. Et on a rejoint un courant de la LCR, Révolution (qui est devenu ensuite OCT, organisation communiste des travailleurs). Révolution voulait faire un pont entre les maos et les trotskistes. On est partis en groupe, s'établir à quatre dans cette zone industrialisée, il faut être avec le peuple. Je suis entrée dans une fabrique de biscottes, Gringoire, à Mantes-la-Ville. Un choc ! Beaucoup de femmes, 400, à la chaîne. Les hommes à la fabrication de la pâte, les femmes sur les chaînes d'emballage de biscottes : ça brûle les mains, ça les râpe, c'est mortel pour les lombaires, la chaleur, l'odeur... J'ai fait longtemps des cauchemars de ces biscottes qui m'étouffaient, qui m'envahissaient la nuit.

Dès 1969, on distribuait des tracts qui s'appelaient Combat rouge. Mais les ouvriers les appelaient Clef à molette, car un copain, Edmond, très bon dessinateur, avait fait un logo d'un poing brandi tenant une clef à molette.



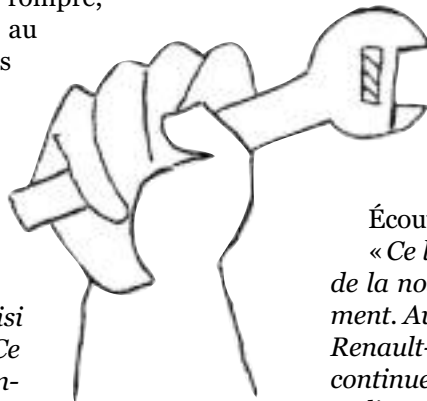
LE PARC À MOULES...

Le 3 mai 1972, j'entre à Renault-Flins comme mécanicienne. Encore un choc : l'atelier de couture était relégué au fond du 2^e étage de la sellerie, comme si c'était une espèce de gynécée, il y avait des centaines et des centaines de femmes, les hommes appelaient l'atelier « le parc à moules », élégant ! Dévalorisant, très méprisant, dégradant sur le sexe des femmes ! Et quand on passait dans un atelier d'hommes, tous se mettaient à siffler, dans un brouhaha incroyable ; les mecs te font des remarques, des blagues salaces, un peu toujours sexuelles.

LA COLÈRE : MA PREMIÈRE GRÈVE...

Les ouvriers en ont ras l'bol d'être OS toute leur vie. Ils sont en grève à Billancourt, puis à Flins. Ils montent chercher les mécaniciennes à l'atelier de couture. « Le cœur battant à tout rompre, le rouge aux joues, la peur au ventre, je me lève et je rejoins les grévistes. »

J'ai osé ! Acclamations, applaudissements ! On me tend le micro : « Cette grève nous concerne toutes. » Pas une fille me suit, mais les grévistes sont chaleureux. C'était avril 1973, j'ai choisi mon camp et j'y resterais. Ce jour-là, je ne me suis plus sentie « établie » mais ouvrière comme les autres, ouvrière engagée, ouvrière révolutionnaire. C'est difficile de faire grève, c'est un acte courageux, qui bouscule l'ordre des choses. Je m'engage alors dans la CFDT comme déléguée du personnel. Une autre grève, celle du 9 mai 1980, contre les cadences, contre le rendement : les filles de la couture font grève ! C'était magnifique ! Elles-mêmes en riaient. C'était beau à voir, cette joie d'avoir dépassé la peur. Cette force collective !



FÉMINISTES À L'USINE, LE MLAC...

Féministe est devenu ma seconde nature. J'y suis tombée dans le bain de l'après 68 comme des milliers d'autres femmes. Ma double journée de travail était plus militante que ménagère : groupe femmes sur les Mureaux, commission syndicale femmes. Il y avait pas mal de demandes de femmes pour avorter. On voulait donc créer un MLAC à Renault-Flins, en plus du groupe MLAC de la ville. On a fait voter la décision en conseil syndical par la section CFDT, on a demandé à la CGT qui a refusé, non pas pour des questions religieuses mais pour des raisons politiques : la confédération CGT n'était pas dans le MLAC.

Fabienne, lors de l'interview, nous a dit mille autres choses, les grèves, le racisme, mais aussi les luttes des travailleurs immigrés, la question du harcèlement moral. Elle est restée onze ans à l'atelier, puis elle a été salariée du CE, à la médiathèque et à l'animation. Après la CFDT du début de sa carrière, après les scissions syndicales, elle est partie à Solidaires jusqu'à sa retraite.

Annick Coupé a préfacé ce livre.

Écoutons-la.

« Ce livre est un beau livre, car il n'est jamais celui de la nostalgie ou du regret, encore moins du reniement. Au contraire, de ces dizaines d'années passées à Renault-Flins, Fabienne nous transmet sa volonté de continuer à participer à la transformation du monde. Ce livre mérite d'être lu par ceux et celles qui sont de la génération de Fabienne mais aussi par ces jeunes générations qui n'acceptent pas qu'on leur ôte tout espoir de changer le monde ! »

Propos recueillis par ANNIE et HÉLÈNE

1. Selon Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi, les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Belin, 2000.

Abonnement • Contact • Site

Vous voulez vous abonner ? Casse-rôles est trimestriel.

Les frais postaux sont de 1,60 € par numéro, soit pour 1 an (4 n°) = 6,40 € + (prix libre).

Libellez le chèque à l'ordre de : **Les Amis de Pierre Besnard**

Casse-rôles, c°/Hélène Hernandez, 16, rue de Meaux, 75019 Paris

CCP n° 0207427V020-04 • IBAN n° FR09 2004 1000 0102 0742 7V02 004 • BIC n° PSSTFRPPPAR

Contact : casse-roles@outlook.fr • Site : <http://casse-roles.revolublog.com/>



FÉMINISTE TANT QU'IL LE FAUDRA LES MOTS ET LES CHOSES

Mai 1968, la révolution féministe? Assurément non, et pourtant, nombre de femmes ont puisé dans mai 68 ce qui les a construites, et notamment en tant que féministes.

De par la contestation antiautoritaire, le mouvement de mai portait en lui un accélérateur de la pensée, les germes d'une nouvelle forme de luttes féministes. L'imaginaire collectif se rappelle surtout les manifestations. Sur les photos qui nous restent, les femmes sont aussi présentes que les hommes: les femmes ont fait grève et ont manifesté! Mais, le service d'ordre des manifestations était masculin, les femmes reléguées aux tâches traditionnellement féminines: frappe à la machine, café à servir et entretien des locaux de réunions quand messieurs prenaient le micro. Peu d'apparition politique pour les femmes.

Signalons toutefois qu'en 1967, s'était constitué Féminin, Masculin, Avenir (FMA), un petit groupe féministe mixte. C'est ce groupe qui a organisé, dès le 13 mai, à l'amphi Descartes de la Sorbonne, un débat sur Les femmes et la révolution. Deux autres débats se sont tenus ensuite à la Sorbonne sur le thème des femmes¹.

Quant à la révolution sexuelle, la seule véritable approche des sexualités s'est faite au cours « Sexualité et société » d'Henri Lefebvre à l'université de Nanterre².

En mai 1968, et surtout dans les années qui suivirent, une parole neuve pourtant fait irruption. Elle articule humour, créativité, radicalité. Qu'elles soient politisées ou non, les femmes se rassemblent autour de slogans, d'expressions, d'actions, d'échanges. Si le terme de sororité apparaît³, celui d'adelphité⁴ viendra aussi. Il fallait inventer un mot qui dise la fraternité entre femmes, la

solidarité entre elles, et par là même agir pour bousculer l'ordre patriarcal, modifier les relations entre les femmes et les hommes.

Mais c'est surtout l'humour et la radicalité qui ont marqué les années 1970. En effet, si mai 1968 a libéré la parole, les situations de vie quotidienne – *vie quot* comme il était alors dit – ont été analysées, disséquées, discutées. Pour preuve, l'exposition *Women house*⁵, reprenant un travail d'installation de 1972, à Los Angeles, de Miriam Schapiro et Judy Chicago: rencontre de deux notions, un genre – le féminin – et un espace – le domestique. L'architecture et l'espace public ont été de tous temps masculins, tandis que l'espace domestique a été longtemps celui des femmes, prison ou refuge. Ou peut-il devenir espace de création?

L'année 1970 est ponctuée de manifestations. En mai, la première réunion féministe non mixte avait ouvert une polémique à l'université de Vincennes. Les hommes tentent d'y participer. Ils sont chassés. Le texte *Contre le terrorisme mâle, la révolution fera le ménage* paraît dans *l'Idiot international* de juillet-août 1970 après cette première assemblée générale non mixte, dans lequel les organisatrices expliquent: *On veut se libérer des libérateurs!* Le féminisme entre vraiment en scène le 26 août 1970 quand un groupe d'une dizaine de militantes dépose sous l'Arc de Triomphe à Paris une gerbe à la mémoire de la femme du soldat inconnu: « *Il y a plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme* » et une banderole arborait *Un homme sur deux est une femme*. Le ton est donné. À l'automne 1970, le double numéro 54-



55 de *Partisans*, « Libération des femmes année zéro », est publié par François Maspero⁶. En octobre, quarante femmes s'enchaînent devant la prison de la Petite Roquette. La perturbation des états généraux d'Elle vise à casser l'image féminine donnée par le journal. À partir de l'automne, le mouvement de libération des femmes, le MLF, tient ses assemblées générales tous les quinze jours aux Beaux-Arts dans une joyeuse cacophonie qui débouche sur les initiatives les plus diverses. Le numéro 0 du journal *Le Torchon brûle* paraît en décembre 1970, il est vendu en kiosque au printemps 1971; il comporte 16 pages et est tiré à 35 000 exemplaires. Après six numéros, *Le Torchon brûle* cessera de paraître. D'autres titres prennent la relève: *Les Cahiers du Griff* (1973-78), *Le Quotidien des femmes* (1974-76), *Sorcières* (1976-79), *Des femmes en mouvements* mensuel et hebdomadaire (1977-82), *Questions Féministes* (1977-80), *Histoires d'Elles* (1977-80), entre autres.

Reprenons quelques-uns des slogans qui fusèrent, que nous avons pu voir sur les murs, sur les banderoles et sur les posters dans nos cuisines ou nos chambres, dans les chansons!

À partir de premières expressions largement affichées et de facture mixte comme *Jouissons sans entraves*, *Qu'est-ce qu'on se mai?* ou *Une seule solution, autre chose*, les femmes ont imprimé leur langue de combat. Dans les jeux de langage, certain-es ne comprennent pas. *Un homme sur deux est une femme* a pu être entendu comme « la moitié des hommes sont homosexuels », preuve que le mot homme est inadapté pour parler des êtres humains que sont les hommes et les femmes! *Une femme sans homme, c'est comme un poisson sans bicyclette* démontre aussi un rapport ludique à la logique⁷, il n'est lui-même pas immédiatement compris mais fait toujours réfléchir.

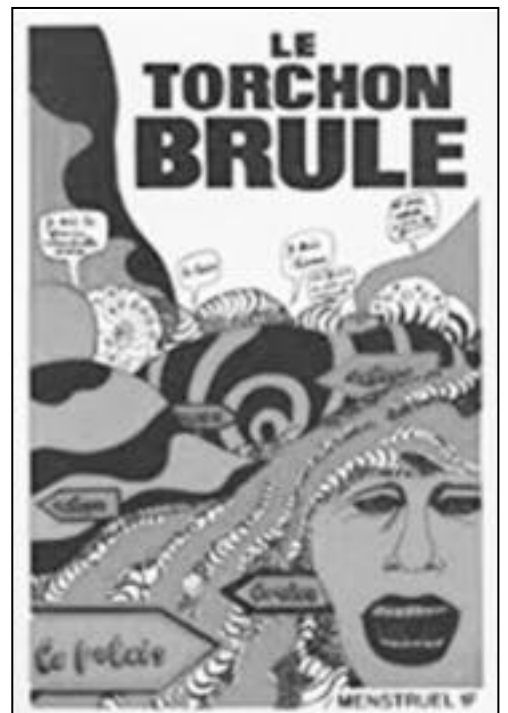
Les pancartes et les banderoles des très nombreuses manifestations des années 1970, dont les slogans continuent d'être repris, affichent des expressions en fonction des thèmes de l'initiative. Le 21 octobre 1970, devant la prison de femmes de la Petite Roquette: *Nous sommes toutes des hors-la-loi*, et aussi *Prostituées, voleuses, avortées, ménagères, filles-mères, homosexuelles, hétérosexuelles, manifestantes, militantes, nous sommes toutes sœurs*.

Le 20 novembre 1971, les femmes brandissent *Nous aurons les enfants que nous voulons*: c'est la première marche des femmes pour l'abolition des lois scélérates de 1920 et 1923 sur l'avortement et pour la contraception libre et gratuite. Des centaines de ballons sont lâchés portant les slogans suivants: *Je ne veux plus pondre, contraception libre et gratuite* ou encore *Pas d'enfants à la chaîne, pas de chaîne pour les enfants*, mais aussi *Travail, Famille, Patrie, Y'en a marre* et *Roulées par le patron, baisées à la maison*.

Ces slogans révèlent que les problèmes que dénoncent les femmes sont intriqués: le sexisme et le harcèlement au boulot, c'est aussi le viol à la maison. La maîtrise de la fécondité permettra aux marmots comme aux femmes d'être plus libres.

Le 25 juin 1972, en soutien aux grèves des ouvrières de Thionville et de Saint-Brieuc, le fameux slogan: *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes?*

Pour dénoncer les guerres, et celle du Vietnam, à Paris, le 20 janvier 1973, quarante femmes sont habillées de noir, le visage couvert de bandages et de gaze et portent des panneaux, par exemple: *Je m'appelle Lan, j'ai été mutilée à vie par les éclats d'une bombe à billes téléguidée par laser, le fabricant du laser: General Electric*. La manifestation de nuit du 10 juin 1974 contre le viol arbore: *Femmes et chiens même combat: ne plus être sifflées*



Dessin
de Laurent Van Beughen



dans la rue ou Dans la jungle des rues, les femmes rugissent.

Nous pourrions à l'infini reprendre les slogans dans cet article. Ce n'est pas utile car les manifestations depuis les années 1970 parlent d'elles-mêmes :

- *La femme est au-dessus du niveau de la mère* (28 mai 1972, contre la fête des mères).

- *Je ne suis pas un canapé, je ne suis pas convertible* (17 juin 1973, la Foire des femmes à la Cartoucherie de Vincennes).

- *Non, c'est non* (10 juin 1974, manifestation de nuit contre le viol).

- *Quand les femmes s'aiment, les hommes ne récoltent pas* (8 mars 1975, manifestation contre l'année internationale de la femme instituée par l'ONU).

- *Viol de nuit, terre des hommes* (1^{er} mai 1976).

- *Les sorcières peuvent aussi guérir les maux d'ordre* (*idem*).

- *Un mâle, des maux* (5 mars 1977, manifestation à l'occasion de la Journée internationale des femmes).

- *Les femmes vivantes sont en danger de mort* (*idem*).

- *Maho-mets les voiles* (16 mars 1979, manifestation de solidarité avec les femmes iraniennes).

- *Ni shah, ni tchador, ni chars russes* (1^{er} mars 1980, manifestation contre l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et la déclaration de Georges Marchais qui affirme que les chars russes libèrent la femme afghane).

- *Vive les lesbiennes à plein temps* (8 mars 1982).

- *La misogynie est un plat qui se mange froid à la buvette de l'Assemblée natio-*

nale (3 novembre 1986, en réaction au projet de non-remboursement de l'avortement du gouvernement Chirac).

- *Je suis fée-ministe* (25 novembre 1995, 40 000 manifestant-es contre les violences faites aux femmes).

- *Pas ce soir, Jean-Paul, j'ai mes encycliques* (22 septembre 1996, la Malvenue du Pape contre l'ordre moral défendu par le Vatican).

- *Algériennes : le visa ou la mort* (8 mars 1997).

- *Qui dort, gouine* (juin 1997, fiertés gaies et lesbiennes).

- *Non à l'ordre moral, non à l'ordre nor-mâle* (27 septembre 1997, manifestation contre le Front national).

- *Nous ne sommes rien, soyons toutes* (17 juin 2000, marche mondiale des femmes contre la pauvreté, la violence et l'exclusion politique des femmes).

- *On est tous fichus de faire le ménage* (1^{er} mai 2001).

- *Marre d'être belles, on est rebelles* (8 mars 2003).

- *Larguons les voiles* (6 mars 2004, pour la défense des droits des femmes et la laïcité).

- *Je ne suis pucelle que tu crois* (7 juin 2008, manifestation contre l'annulation d'un mariage pour cause de non-virginité de la mariée).

- *Les grenouilles au bénitier, les femmes en liberté* (17 octobre 2009,

manifestation pour les droits des femmes).

- *Sans-papiers expulsées = assassinées* (manifestation Rage de nuit, 27 novembre 2010).

- *Les filles sages vont au paradis, les Autres vont où elles veulent* (*idem*).

- *Ni Una Menos, Non Una di Meno* (depuis 2015, en Argentine, Chili, Pérou, Uruguay, France, Italie, Espagne, etc.).

Rappelons enfin avec Benoite Groult : *Le féminisme n'a jamais tué personne, le machisme tue tous les jours.*

HÉLÈNE HERNANDEZ

1. Cf. le chapitre « Du côté des femmes » dans *Mai 1968 par eux-mêmes*, Chroniques syndicales et Femmes libres sur Radio libertaire. Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste, Éd. du Monde libertaire, 1988.

2. Michelle Zancarini-Fournel, <http://www.semainehistoire2013.com/2013/10/24/pour-les-femmes-mai-68-fut-comme-une-riviere-souterraine/>

3. Cité par *Les Cahiers du Griff*, « Le féminisme pour quoi faire? », 1973, p. 45-46.

4. Florence Montreynaud, *Le Roi des cons. Quand la langue française fait mal aux femmes*, Le Robert, 2018.

5. « Women house », exposition au Musée de la Monnaie, à Paris, octobre 2017-janvier 2018.

6. *Partisans, Libération des femmes année zéro*, Maspero, juillet-octobre 1970. Il fut étoffé et édité ensuite dans la petite collection Maspero en 1972.

7. Corinne Arp, Anne-Marie Faure-Fraisse, Béatrice Fraenkel, Lydie Rauzier, *40 ans de slogans féministes 1970-2010*, iXe, 2011.



Femme remarquable

SYLVIA PANKHURST



1909, Londres, suffragistes emprisonnées

Elle naît le 5 mai 1882 à Stratford, Manchester, au Royaume-Uni; elle décède le 27 septembre 1960 à Addis-Abeba en Éthiopie. C'est une femme politique britannique, socialiste, féministe, leader du mouvement suffragiste.

Elle a grandi dans un milieu de bourgeoisie provinciale éclairée aux idées démocratiques. Elle est la fille d'Emmeline, célèbre féministe, et Richard, avocat plaçant la cause du vote des femmes.

En 1903, Emmeline et Christabel (la sœur aînée de Sylvia) créent la WSPU, l'Union sociale et politique des femmes (Women's Social and Political Union): le mouvement revendique « **des actions, pas des mots** ».

Elle les rejoint après avoir fait des études d'arts décoratifs à l'Accademia de Venise. Elle milite et anime le mouvement suffragiste avec mère et sœur: elles s'enchaînent aux lampadaires, provoquent des incendies dans des immeubles, posent des bombes dans les boîtes aux lettres, coupent des fils des télégraphes. Cela leur vaut d'être arrêtées de nombreuses fois entre 1908 et 1915: en prison, elles font la grève de la faim avec d'autres militantes et elles sont alimentées de force.

En 1912, suite à des désaccords politiques et tactiques, elle crée l'East End de la WSPU. Puis cette fédération sera exclue et deviendra la Workers' Suffrage Federation (Fédération pour le droit de vote des ouvrières).

Sylvia fonde en 1914 un hebdomadaire, le *Women's Dreadnought* qui deviendra le *Workers' Dreadnought* après la Révolution de 1917 en Russie, tandis que le mouvement prendra le nom de Workers' Socialist Federation (WSF).

Opposée à la guerre, par pacifisme, elle critique le militarisme et les profiteurs de guerre. Pourtant en 1918, la WSF s'affiche « révolutionnaire, antiparlementariste et prosoviétique ». Les débats entre Sylvia et Lénine sont vifs lorsque celui-ci veut rassembler toutes les forces socialistes en un parti communiste britannique.

Elle écrit à Lénine une lettre le 29 août 1919:

« Je vois notre mouvement ouvrier ruiné par le parlementarisme et par les conseils municipaux. Des gens veulent être élus. On étouffe la propagande socialiste de peur de perdre des votes. Et les élus gonflés de leur importance ont la plus grande indulgence pour les abus du système capitaliste. Je sais qu'il est impossible de réveiller l'esprit révolutionnaire chez des gens qui veulent gagner les élections, tout au moins dans ce pays. La conscience de classe semble disparaître à mesure que s'approchent les élections. Un parti qui obtient des succès électoraux est un parti perdu pour l'action révolutionnaire... »

En 1920, la manœuvre de Lénine réussit: les organisations socialistes et marxistes adoptent le recours parlementaire et le parti communiste britannique est créé. Sylvia sera exclue en 1921. Toujours à la tête du Workers' Dreadnought, elle est emprisonnée durant six mois pour publications séditeuses.

Sylvia Pankhurst avait refusé de se marier, considérant que le mariage devait être remplacé par une union libre fondée sur un accord mutuel; à l'âge de quarante-six ans, elle donne naissance à un fils.

Puis elle milite contre le fascisme mussolinien: elle fonde alors le Comité féminin international Matteotti, elle y est secrétaire et s'engage dans la Société des amis de la liberté italienne. Dans les années 1930, lorsque Mussolini attaque l'Abyssinie, elle se dépense sans compter pour l'indépendance éthiopienne. Elle figure parmi les fondateurs de l'Association abyssinienne et, de 1936 à 1956, elle assure la direction du *New Times and Ethiopia News* (Nouveaux temps et nouvelles d'Éthiopie). En 1957, elle s'installe définitivement à Addis-Abeba où elle mourra après avoir reçu l'ordre de la Reine de Saba en signe de reconnaissance de son action pour l'Abyssinie.

Sylvia Pankhurst était une militante ardente, généreuse, remplie de courage et d'audace pour chacun de ses combats, indépendante d'esprit et d'action. Sans avoir été une figure de premier plan, elle a laissé sa marque sur le mouvement ouvrier.

JUSTHOM et HÉLÈNE





FEMMES, GIBIERS DE POTENCE?



Au Salvador, l'avortement est un crime

Les peines encourues par les femmes qui avortent ou qui font des fausses couches peuvent aller jusqu'à quarante années de prison, voire cinquante! Sous la pression de l'Église, l'avortement est pénalisé même en cas de viol ou de danger pour la santé de la mère ou de l'enfant à naître. Il en est de même en cas de fausse couche.

Ainsi, à 33 ans, **Manuela**, mère de deux enfants qui souffrait de complications pendant sa grossesse, fait une fausse couche à son arrivée à l'hôpital. Elle est dénoncée et accusée de meurtre par le corps médical, menottée et embarquée au poste de police. Lors de son procès, elle est déclarée coupable d'homicide volontaire et condamnée à trente ans de prison. Manuela est morte en 2010, dans sa cellule peu de temps après son incarcération.

Plus d'une **quinzaine de femmes** salvadoriennes sont actuellement incarcérées.

Selon *El Mundo*, **Téodora Vasquez** purge une peine de prison de trente ans, reconnue coupable d'avoir provoqué sa fausse couche.

En 2013, une **jeune femme atteinte de lupus** n'a pas été autorisée à avorter d'un fœtus pourtant dépourvu de cerveau.

Une mineure, **Evelyn Hernandez Cruz**, a été envoyée en prison pour avoir fait une fausse couche à trente-deux semaines. Violée, elle n'avait pas dénoncé cet acte à la police par peur de représailles envers sa famille. Emmenée à l'hôpital pour y être soignée, elle se retrouve menottée pendant une semaine. Elle sera accusée d'avoir provoqué un avortement, puis d'homicide : condamnée à trente ans de prison.

Soutenu par la puissante Église catholique, le parti politique Arena vient de proposer d'alourdir les peines de prison en cas d'avortement. Les femmes pourraient donc risquer jusqu'à cinquante années de détention et les médecins qui les aident encourent jusqu'à douze années de prison.



Amérique du Sud

Seuls trois pays autorisent l'avortement : l'Uruguay, le Guyana et Cuba, dans les douze premières semaines de grossesse.

L'Argentine a autorisé l'IVG en cas de viol en 2012.

Le Brésil permet l'avortement en cas de viol, de danger pour la vie de la mère ou de malformation fœtale.

Au Portugal

Les juges viennent de justifier la violence d'un homme par l'adultère de sa femme. Cet homme a frappé sa femme avec une batte cloutée. Il a échappé à la prison car les juges ont souligné que sa femme l'avait trompé. Selon eux, elle l'avait bien mérité!

« *L'adultère commis par une femme est une attaque très sérieuse contre l'honneur et la dignité d'un homme.* »

Aux États-Unis

Le Gouvernement Trump veut empêcher une **mineure sans-papiers** d'avorter dans une prison du Texas. Fuyant l'Amérique centrale, elle était venue aux États-Unis. L'Office of Refugee Resettlement (Bureau de gestion des réfugié-e-s) est dirigé par un militant anti-avortement : il a décidé que les mineures détenues n'avaient pas droit d'avorter.

En Russie

L'avortement est dans le collimateur de Poutine. Le tsar de la Russie est très préoccupé par le déclin démographique dans son royaume.

L'association Pour la vie lutte contre l'avortement a aligné dans la rue 2 000 paires de chaussures d'enfants, c'est-à-dire le nombre estimé d'avortements réalisés chaque jour en Russie : « *Si seulement, ils avaient pu aller à l'école!* » Le même scénario se répète dans 40 villes du pays. « *Si nous ne criminalisons pas l'avortement, nous ne pourrions pas faire croître notre population et, sans cela, comment la Russie conservera sa force et sa grandeur?* »

En Pologne

Alors que les évêques s'en prennent aux droits des femmes, Ogólnopolski Strajk Kobiet et d'autres organisations féministes polonaises ont organisé des actions massives le dimanche 18 mars devant les archidiocèses et diocèses, avec #HangerForABishop – des cintres en métal, symboles des avortements dangereux et illégaux auxquels les femmes ont recours.



AU CAMBODGE, LES FORÇATS DU TEXTILE

On compte 800 usines de confection qui emploient environ 700 000 personnes dont 90 % de femmes.

La plupart de ces femmes sont des jeunes filles issues de la campagne. Elles travaillent dans des conditions abominables, pour les plus grandes marques internationales de vêtements. Elles sont sous-payées, sous-alimentées. Elles louent des chambres malsaines et exiguës, sans eau potable, qu'elles partagent à plusieurs dans des endroits propices aux harcèlements et aux viols.

Jusqu'au début des années 2000, l'industrie du vêtement employait 30 % d'hommes. Mais ils étaient réputés plus contestataires. Ils étaient également vus comme des meneurs lors des grèves et des manifestations. Aussi, les investisseurs et les superviseurs chinois, aujourd'hui majoritaires dans le secteur de l'habillement, préfèrent embaucher des femmes, considérées comme plus dociles et, surtout, elles sont moins payées. C'est ainsi qu'elles perçoivent des salaires de 100 € par mois pour des journées de travail de 12 voire 14 heures. Si elles osent se rebeller, la répression s'abat inexorablement et cela peut aller jusqu'à l'emprisonnement.

À cet égard, je ne résiste pas à reproduire la déclaration de Van Sou Leng, le président de l'Association des usines de confection du textile du Cambodge, multimilliardaire cambodgien d'origine chinoise : « *Nous avons une force de travail abondante, mais ils sont faibles. S'ils veulent gagner plus, une seule solution, qu'ils travaillent plus.* »

Les injustices et l'exploitation forcenée que subissent les travailleurs et les travailleuses du Cambodge sont liées au commerce et aux investissements internationaux.

**LE BOYCOTTAGE DE TOUS CES
MAGASINS DE LUXE S'IMPOSE !**

La solidarité internationale passe par la dénonciation des méthodes esclavagistes mais aussi par le boycottage de tous les magasins « de marques » qui vendent dans les pays « dits développés », à des prix exorbitants des produits qui sentent la mort.

Comment porter de beaux vêtements, de belles chaussures quand on sait qu'ils sont souillés par le

lioration des conditions de travail et le licenciement d'un chefaillon.

Il nous faut impérativement apporter notre solidarité à ces travailleuses et travailleurs qui luttent pour leur survie et surtout faire connaître nos actions afin de leur montrer qu'elles et ils ne sont pas seul-e-s.



sang, les larmes et la sueur de celles et de ceux qui les ont confectionnés...

C'est donc à ce niveau que doit se faire la lutte, de la base au sommet (du pays où les travailleurs et les travailleuses sont exploités et maintenus à l'état d'esclave en passant par les pays dits en voie de développement ou développés).

Contrairement aux apparences, malgré la répression, les travailleuses et les travailleurs luttent.

Ainsi, le 27 décembre 2017, 300 travailleurs et travailleuses de la firme coréenne Gamon Apparel Factory à Takhmao sont en grève pour les salaires impayés.

Le 30 décembre 2017, dans une autre usine Tai Easy International à Passat, les ouvrières et les ouvriers en grève bloquent les routes et présentent 12 revendications dont des augmentations de salaire, une amé-

FACE AU CAPITALISME INTERNATIONAL, L'UNION ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALES

Les réseaux sociaux et Internet devraient être aujourd'hui des outils indispensables pour communiquer entre les salarié-e-s du monde entier. Certes, ils ne remplaceront certainement pas la nécessité première de la lutte sur le terrain. L'union des travailleurs et des travailleuses face au dur combat de classe à mener contre le capitalisme international et ses soutiens les politiciens passe par la plus grande solidarité internationale.

Il nous faut inverser le rapport des forces, ne sommes-nous pas le nombre...

JUSTHOM



Graf d'Alex Graffiti. Photo : Roselyne

FÉLINS POUR L'AUTRE

Sommes-nous « félins » pour l'autre, comme l'annonce, dans son éditorial, la nouvelle revue *Panthère Première*, deux numéros par an, le premier paru à l'automne 2017 ?

La panthère, celle « qui laisse partout son parfum mais ne se montre nulle part », c'est ainsi que Dante, le poète italien, nommait la langue idéale jamais donnée mais que l'on traque, invente pour permettre la pleine expression de soi.

Est-ce à cette « panthère parfumée » qu'a pensé la dizaine de femmes à l'origine de cette revue ? Nous n'avons pas la réponse...

« *Panthère première est née de l'envie de faire une revue féministe et généraliste... féministe car nous sommes sensibles à la répartition genrée des tâches constatées même dans les milieux militants, ainsi on trouve plus de femmes que d'hommes pour exécuter les tâches invisibles (traduction, édition, correction, tâches administratives) et beaucoup plus d'hommes que de femmes quand il s'agit d'écrire, de partir enquêter, de signer un papier, d'être publié ; en somme, il s'agissait donc de créer un espace où des personnes qui sont de fait moins publiées dans les espaces « mixtes » pourraient l'être notamment parce que les plumes « tournent », et un espace où il serait possible de s'essayer à tous les maillons de la chaîne nécessaires au fonctionnement et à l'aboutissement de l'objet revue. »*

Quel contenu pour ce premier numéro ? À la journaliste qui leur demande si elles procèdent selon une profession de foi elles répondent :

« *Les enquêtes et les papiers publiés se situent à l'intersection entre ce qui est renvoyé à l'intime (famille*

enfance, habitat, corps, maladie, sexualités) et les phénomènes qui cherchent à faire système (État, industrie, travail, colonialisme, rapports de genres). Chaque numéro de Panthère est composé d'un dossier central qui traite d'une thématique précise et de contributions libres hors thème. Le premier numéro présente un dossier intitulé « Quiproclash ! » sur la puissance subversive du langage et le rôle répressif que peuvent avoir les institutions médicales, éducatives ou judiciaires, à l'exemple de cet article sur la communication extra-langagière entre un enfant handicapé et sa famille.

Le numéro 1 de Panthère Première, c'est 100 pages illustrées, colorées et graphiquement inventives, ponctuées d'extraits de "Jeu et théorie du duende" de Garcia Lorca, c'est un article sur les marins au long cours, sur la violence d'État au Mexique, sur l'épisiotomie et la violence médicale banalisée... "l'univers des paroles

déplacées à la sauce panthère, celui des langues déliées et des langues mordues". »

Le numéro 2 de *Panthère Première* sortira le 25 mai 2018. Pour fêter sa sortie, deux rendez-vous parisiens sont prévus :

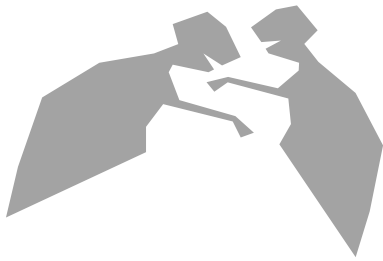
- le 25 mai en soirée à la librairie-galerie Le Mont-en-l'air, 2, rue de la Mare dans le 20^e arrondissement,
- et le second à 18 heures à la librairie féministe Violette & Co, 102, rue de Charonne dans le 11^e.

Dans le numéro 5 de *Casse-rôles*, nous prévoyons une interview plus complète des auteures.

En attendant, allez traquer la *Panthère* et prenez-la dans vos filets pour respirer son parfum !

Panthère 1^{re}, n° 1 disponible en librairie, 36, rue Bernard à Marseille (13003). Deux numéros par an.

ANNIE



Courriers reçus...



NOUS SOMMES SIMONE VEIL! ou Simone VEIL, c'est nous!

Emma, c'est moi, disait Flaubert. De la même façon, je dis, Simone Veil, c'est nous, les filles du MLAC et du MFPPF, du procès de Bobigny, les médecins militants bravant la loi de 1920.

Sans vouloir minimiser ni la personne ni son action, je pense qu'il convient de replacer son intervention dans le contexte des années 1970 : après la légalisation de la contraception (merci M. Newirth ?), avec les nombreux avortements clandestins (parfois mortels), les manifs nationales et locales, la société, secouée par la contestation féministe, devait se mettre en accord avec son temps. Et ce n'est pas aux lectrices de ce journal que je vais apprendre que, pour vivre et se développer,

le capitalisme a besoin d'évoluer idéologiquement, particulièrement sur des questions qui ne le remettent pas fondamentalement en cause.

Et c'est là que Simone Veil est intervenue, avec conviction et un certain courage, certes, mais aussi dans le sens du vent.

C'est pourquoi j'avoue que cela me fait un petit quelque chose de voir que des villes baptisent des lieux publics de son nom, alors que les « soutières » (les soldats et soldates pacifiques-pacifistes, inconnu-e-s-méconnu-e-s), qui ont battu le pavé, pratiqué des avortements clandestins, organisé les voyages collectifs vers les cliniques anglaises sont (comme toujours), les oublié-e-s de l'Histoire. Je propose donc d'appeler ces lieux : « rue (ou stade ou lycée) des militant-e-s féministes de 1970 »

LA PETITE MG

ÉCRITURE IN(EX)CLUSIVE

Je suis bien au regret d'apprendre aujourd'hui que l'écriture inclusive a été rejetée par l'Académie française après des mois de débats et de réflexions. La raison principale étant que la langue française en sortirait – je cite – « désunie, disparate dans son expression, créant une confusion qui confinerait à l'illisibilité. La langue française se trouverait désormais en péril mortel. L'écriture inclusive alourdirait la tâche du pédagogue et compliquerait celle du lecteur. » Ce genre de réflexion me fait encore penser que les femmes seraient, du fait même de leur terminologie féminine, les coupables, celles qui font évoluer les choses dans le mauvais sens, les fauteuses du péché originel, les éternelles croqueuses de pommes aux dents et à la plume acérées. Car, en revendiquant le droit à une écriture où le féminin aurait place égale avec le masculin, les défenseurs (hommes et femmes) de l'écriture inclusive seront donc mis au ban de la société.

Il y aurait une autre manière de prendre en compte le féminin parce que même si je ne suis pas pour la

domination par la majorité, en toute logique, quand je me trouve avec un groupe majoritairement féminin, je ne peux faire autrement que m'adresser à lui en disant :

« Mesdames... » ou « Les filles... » et « Aujourd'hui, vous êtes toutes conviées... ».

Et, dans mon quotidien, quand les groupes hommes/femmes sont égalitaires, je m'adresse à « Tous et à toutes » mais je ne suis pas allergique, comme certain(e)s de mes ami(e)s féministes quand quelqu'un(e) accueille un groupe en disant « Bonjour à tous ! ». Je me sens concernée au même titre que les hommes, ce *tous* s'adressant pour moi à tous les humains présents. Pourtant, j'aime si fort pouvoir lire le féminin, qui ajoute sa boucle élégante et fière, tête nue, aux adjectifs et noms en « é », agrémentée parfois d'un « s » qui me donne la force et le droit de penser simplement que nous serons toujours aussi nombreuses que les hommes.

Car comme disait Simone de Beauvoir : « **Un homme sur deux est une femme !** » MARTINE

ÉCRITURE INCLUSIVE

Je suis totalement contre : la France s'est depuis toujours opposée à toute simplification de l'orthographe et, dans le cas d'une langue non phonétique, cela conduit à ce qu'une partie de la population n'acquiert jamais l'orthographe correcte (cf. Dane-mark).

Mettre une règle supplémentaire ne fera qu'augmenter cette proportion. Les partisans de cette réforme [l'écriture inclusive] ont-ils eu récemment des copies à corriger ?

FRANÇOISE

Vous remarquerez que les « plumes » de notre journal ont chacune leur façon de redonner la place au féminin dans la langue française : c'est un choix que nous assumons !



Sculpture de Babar, septembre 2015. Photo : Roselyne Mottier

SOMMAIRE

Édito **2**

IRAN Toutes voiles dehors,
les combattantes de la liberté **3**

Cantat: appel au boycott
du chanteur-assassin **4**

JoeyStarr **5**

Balance ton hashtag
et luttons ensemble **5-6**

Le marivaudage **7**

Sexisme dans l'orientation **7**

Et le porno dans tout ça ? **8-9**

Liberté, égalité... solidarité! **10-12**

Les invisibles des campagnes **12-13**

Israël: Une famille militante **13**

L'envers de Flins **14-15**

Féministe tant qu'il le faudra **16-18**

Femme remarquable:

Sylvia Pankhurst **19**

International: Femmes gibiers
de potence? Au Cambodge,
les forçats du textile **20-21**

Félins pour l'autre, un nouveau
journal féministe, Panthère 1^{re} **22**

Courriers reçus **23**